

**FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS
SOCIETE ANONYME
AU CAPITAL DE 22 000 000 EUROS
969 504 133 R.C.S. NANTERRE**

**41 RUE DU CAPITAINE GUYNEMER
92400 COURBEVOIE**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

BOREL et Associés

Sociétés de Commissariat aux Comptes inscrites à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon
1 avenue Dutrievoz 69100 VILLEURBANNE

Cabinet ESCOFFIER

40 rue Laure Diebold 69009 LYON

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2015

Cabinet BOREL et ASSOCIES
1 avenue Dutrievoz
69626 VILLEURBANNE Cedex

Cabinet ESCOFFIER
40 rue Laure Diebold
69009 LYON

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS** établis en milliers d'euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Nous nous sommes assurés de la correcte comptabilisation des immobilisations incorporelles conformément aux principes comptables décrits dans les notes 3.C et 3.D de l'annexe. Nos travaux ont également consisté à vérifier le bien-fondé de l'approche retenue, le caractère raisonnable de ces évaluations, ainsi que la cohérence d'ensemble qui en résulte.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon, le 29 janvier 2016

Les Commissaires aux Comptes Inscrits


Cabinet BOREL et ASSOCIES
Yves BOREL


Cabinet ESTOFFIER
Serge BOTTOLI

BILAN CONSOLIDE
(En milliers d'euros)

BILAN ACTIF (en K euros)	Notes	30/09/2015			30/09/2014	30/09/2013
		BRUT	AMORT. ET DEPRECIAT.	NET	NET	NET
ACTIFS NON COURANTS						
Immobilisations incorporelles	1	66 142	2 938	63 204	61 617	61 751
Immobilisations corporelles	2	10 377	8 726	1 651	1 785	3 042
Actifs financiers	3	3 130	3	3 127	3 125	2 919
Actifs d'impôts différés				-	-	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		79 649	11 667	67 983	66 527	67 712
ACTIFS COURANTS						
Stocks et en cours	4	12 898	1 644	11 254	10 818	11 174
Clients et autres débiteurs	5	41 120	892	40 228	44 484	54 727
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	1 469		1 469	2 059	1 485
TOTAL ACTIFS COURANTS		55 487	2 536	52 951	57 361	67 386
TOTAL ACTIF		135 136	14 203	120 934	123 888	135 098

BILAN CONSOLIDE
(En milliers d'euros)

BILAN PASSIF (en K euros)	Notes	AVANT REPARTITION		
		30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
CAPITAUX PROPRES				
Capital	6	22 000	22 000	22 000
Primes d'émission				
Réserves consolidées		46 740	46 700	45 807
Résultat net - Part groupe		3 692	229	813
CAPITAUX PROPRES -PART DU GROUPE		72 432	68 929	68 620
Participation ne donnant pas le contrôle				
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		72 432	68 929	68 620
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8	4 033	5 341	4 624
PASSIFS NON COURANTS				
Passif d'Impôts différés	7	264	253	243
Passifs financiers long terme	9	1 293	2 888	5 062
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		1 557	3 141	5 305
PASSIFS COURANTS				
Passifs financiers court terme	9	2 045	2 742	4 869
Dettes fournisseurs et autres dettes	10	38 484	40 159	47 188
Dettes sur immobilisations	11	2 383	3 576	4 492
		-	-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS		42 912	46 477	56 549
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		120 934	123 888	135 098

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
(En milliers d'euros)

	Notes	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Chiffres d'affaires	13 et 14	183 221	193 278	213 292
Autres produits de l'activité				
Achats consommés		112 366	119 619	133 900
Charges de personnel		34 565	38 223	41 743
Charges externes		32 931	30 857	36 256
Impôts et taxes		1 945	2 139	2 162
Dotations aux amortissements et dépréciations		1 027	1 322	1 694
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		-	235	17
Autres produits d'exploitation		3 583	3 427	4 121
Autres charges d'exploitation		- 521	- 445	- 845
Résultat opérationnel courant		3 449	3 865	830
Autres produits et charges opérationnels	15	- 51	- 3 358	531
Résultat opérationnel		3 398	507	1 361
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		-	-	-
Coût de l'endettement financier brut		- 323	- 497	- 572
Coût de l'endettement financier net		- 323	- 497	- 572
Autres produits et charges financiers		632	229	60
Charge d'impôt	7	- 15	- 10	- 36
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-	-
Résultat net d'impôt sur les actifs non courants destinés à la vente		-	-	-
Résultat net		3 692	229	813
dont part revenant au Groupe		3 692	229	813
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle				
Nombre d'actions		2 169 232	2 169 232	2 169 232
Résultat par action (€)		1,70	0,11	0,37
Résultat dilué par action (€)		1,70	0,11	0,37

Résultat net		3 692	229	813
Ecarts de conversion				
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	83	80	33
Ecarts actuariels PIDR	-	106		
Réévaluation des immobilisations				
QP des gains et pertes des entreprises MEE				
Autres éléments du résultat global				
RESULTAT GLOBAL		3 503	309	780
dont part revenant au Groupe		3 503	309	780
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT CONSOLIDEE
(En milliers d'euros)

	Notes	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Résultat net consolidé		3 692	229	813
Quote part dans le resultat des sociétés MEE				
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence				
TOTAL RESULTAT DE L'EXERCICE		3 692	229	813
Dotations aux amortissements et dépréciations				
- Dépréciation du Goodwill			420	
- Amortissements des immobilisations	2	684	897	913
- Dépréciations sur immobilisations				
- Dépréciations sur actifs circulants	4 & 5	344	425	781
- Amortissements charges à répartir				
- Provisions pour risque et charges	8	1 005	1 402	407
TOTAL DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS		2 033	3 144	2 101
Reprises sur amortissements et dépréciations				
- Reprises d'amort.et dépréciations	4 & 5	523	547	1 524
- Reprises de dépréciations financières		11	13	42
- Reprises d'amort.et dépréciations exeptionnelles	15	2 419	682	2 467
TOTAL REPRISES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS		2 953	1 242	4 032
Produits de cession des immobilisations	15	60	854	1 136
Valeurs nettes comptables des actifs cédés	15	81	1 047	1 272
Réévaluation immeuble de placement				
RETRAITEMENTS DES + OU - VALUES DE CESSIONS		- 21	- 193	- 136
CHARGE / PROFIT IMPOTS DIFFERES		10	10	15
SOUS TOTAL		2 803	2 334	- 966
SUBVENTIONS VIREES AU RESULTAT		-	-	-
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		2 803	2 334	- 966

NOTE ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS SA est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé au 41, rue du Capitaine Guynemer, 92400 Courbevoie.

Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, et sur la place de Luxembourg.

Les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 30 septembre 2015 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

L'activité du Groupe consiste principalement dans la distribution de fournitures de bureau et de mobilier de bureau ainsi qu'une activité d'impression en ligne « web to print ».

2. BASE DE PREPARATION

Les comptes de l'exercice clos au 30 septembre 2015 sont établis en conformité avec les normes IFRS en vigueur dans l'Union Européenne.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a décidé d'utiliser le modèle de compte de résultat par nature issu de la recommandation 2013-03 du 7 novembre 2013 de l'ANC.

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2014, à l'exception des normes, amendements et interprétations suivants, adoptés dans l'Union européenne dont l'application est obligatoire pour cet exercice et qui n'ont pas ou peu d'impact sur les comptes du groupe :

- Amendements IAS 32 Instruments financiers - Présentation - Compensation d'actifs et de passifs financiers
- Amendements IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers
- Amendements IAS 39 et IFRS 9 - Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer de façon anticipée pour les comptes consolidés 2015, les normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne mais non entrés en vigueur pour l'exercice considéré ou ceux adoptés par l'IASB mais pas par l'Union Européenne. Il s'agit de :

- IAS 16 et 38 amendée – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables
- IAS 19 Amendements - Avantages du personnel Cotisation des membres du personnel

L'application de ces normes et interprétations ne devrait pas avoir d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Date d'arrêté des comptes

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 28 janvier 2016.

3. METHODES COMPTABLES

A – CHOIX DES SOCIETES CONSOLIDEES

Les sociétés dans lesquelles la participation directe ou indirecte du Groupe est inférieure à 20 %, ne sont pas retenues en consolidation, ainsi que celles dont la consolidation ne présenterait pas un caractère significatif à l'échelle des comptes consolidés, du fait de leur faible importance. Toutes les sociétés retenues sont intéressées directement ou indirectement à l'un des métiers du Groupe : distribution de fournitures et mobilier de bureau et autres activités.

B – METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés par la méthode d'intégration globale comprennent les comptes de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS et ceux des filiales significatives dont elle a le contrôle exclusif.

C – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Il s'agit principalement des concessions, brevets, licences et des contrats clients acquis. Sont classés dans cette rubrique les marques et les logiciels à usage interne. Pour les logiciels, les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et la durée d'utilité retenue est de 1 an.

Les anciennes parts de marché constatées dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été reclassées en goodwill (§. D) en tant qu'élément incorporel non identifiable par application des critères de reconnaissance de la norme IAS 38. Ils font l'objet de test annuel de dépréciation selon la méthode des DCF (discounted cash-flows) pour la détermination des valeurs d'utilité au niveau des UGT (distribution, impression en ligne et magasins) selon la norme IAS 36.

D – GOODWILL

Les écarts de première consolidation représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres consolidés et la quote-part correspondante dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises à la date de prise de contrôle.

Conformément à la norme IFRS 3, ces écarts de première consolidation sont affectés en priorité aux actifs et aux passifs identifiables des sociétés concernées, et sont amortis sur la durée de vie restant à courir des immobilisations lorsqu'ils sont affectés à des immobilisations amortissables.

Par application de la norme IFRS 3, les goodwill sont inscrits dans le poste « immobilisations incorporelles ».

Conformément à la norme IFRS 3, les goodwill ne sont plus amortis. En contrepartie les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

IAS 36 « Dépréciation d'actifs », prescrit que ce test de dépréciation soit réalisé, soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill a été affecté, soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS apprécie la valeur actuelle des goodwill correspond aux UGT.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée par actualisation de flux de trésorerie futurs.

La valeur de marché est appréciée au regard de transactions récentes ou de pratiques professionnelles.

Test de perte de valeur

La valeur d'utilité est déterminée par référence à la valeur des flux futurs, calculés à partir des plans à moyen terme établis par le management sur une durée de 5 ans. Au-delà de cet horizon, les flux extrapolés sont ceux de la 5ème année actualisée à l'infini, spécifique à chaque unité génératrice de trésorerie.

Ces flux de trésorerie futurs sont fondés sur des hypothèses d'évolution issues des tendances dégagées sur les exercices passés, les exercices en cours et le budget prévisionnel de l'exercice N+1 validé par le management.

L'actualisation des flux est effectuée sur la base du coût du capital avant impôt du Groupe. Ces tests de dépréciation sont effectués une fois par an.

E – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité propre des immobilisations. Les durées d'utilité appliquées sont les suivantes :

- Construction..... de 20 et 33 ans
- Matériel et outillage, matériel informatique de 3 à 10 ans
- Matériel informatique destiné à la location de 2 à 3 ans
- Matériel de transport..... de 3 à 5 ans
- Mobilier, matériel de bureau de 5 à 10 ans
- Agencements, aménagements, installations de 3 à 10 ans

Contrat de location

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location financement.

Les biens loués en vertu de contrats qualifiés de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière de même montant, à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Les biens correspondants sont amortis sur une durée d'utilité identique à celle des immobilisations corporelles acquises en propre.

L'activation de contrats de location financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre de ces locations simples sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée du contrat.

F – ACTIFS FINANCIERS

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont évalués au coût d'acquisition. A chaque clôture, la valeur de chaque participation est appréciée sur la base de critères économiques et financiers issus des dernières situations comptables et des perspectives de développement de ladite société. Si cette valeur est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est alors constituée.

G – STOCKS ET EN-COURS

Conformément à la norme IAS 2 «Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et leur valeur nette de réalisation.

La valorisation des stocks et en-cours au prix de revient ne concerne que les stocks de travaux en-cours et les stocks de produits finis de l'activité imprimerie. Ces stocks sont généralement d'un montant très faible.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix d'achat méthode adaptée à la rotation rapide des stocks et qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO.

Le coût de revient des stocks de marchandises inclut l'ensemble des coûts constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues et prend également en compte la totalité des conditions de remises obtenues à l'achat.

H – CREANCES DOUTEUSES

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. A chaque clôture, ces créances font systématiquement l'objet d'une analyse au cas par cas en vue d'identifier spécifiquement les créances douteuses. Ces dernières font l'objet d'une dépréciation à hauteur du risque d'irrecouvrabilité calculé sur le montant hors taxes. Par ailleurs, il est constitué une dépréciation en fonction de l'ancienneté des créances.

I – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque le cours de clôture est inférieur au coût d'acquisition.

J – REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Conformément à IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs, ainsi que les passifs éventuels identifiables, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Selon IFRS 3, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, la différence entre la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle et le coût d'acquisition constitue un écart d'acquisition.

Au moins une fois l'an, le Groupe met en œuvre des tests de perte de valeur au titre de ses actifs incorporels

K – IMPOTS DIFFERES SUR FILIALES ETRANGERES

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés qui sont constatés au bilan et au compte de résultat sont calculés selon la méthode du report variable et résultent :

- des charges et produits pris en compte dans le résultat fiscal au cours d'exercices différents de ceux des comptes annuels ;
- des retraitements et éliminations propres à la consolidation ayant un impact sur le résultat ou les capitaux propres.

Un crédit d'impôt au titre des déficits fiscaux reportables est constaté lorsque la société concernée devient bénéficiaire ou s'il existe une très forte probabilité qu'elle se trouve dans une situation bénéficiaire au cours des exercices suivants.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS constate un impôt différé sur les écarts d'évaluation apparaissant lors de l'acquisition d'une entreprise par le Groupe.

L – AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, les indemnités de fin de carrière (IFC) sont évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Dans le bilan d'ouverture en IFRS du 1er octobre 2004, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a décidé, en outre, d'opter pour l'exception facultative de la norme IFRS 1 permettant de remettre à zéro les écarts actuariels à la date de transition.

En dehors des indemnités de fin de carrière, il n'existe aucun autre engagement à provisionner au titre des avantages au personnel.

M - LES INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Selon les règles du Groupe, les différentes sociétés ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière.

Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du Groupe ne sont là qu'à des fins de couverture et suivent ainsi le principe de la comptabilité par couverture.

Dès l'origine un contrat swap est affecté à la couverture d'un emprunt spécifique, avec la même durée et les mêmes échéances.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux variables sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps et les Caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leurs valeurs sont enregistrées directement en capitaux propres sur la « juste valeur des instruments dérivés » sur le tableau de variation des capitaux propres.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques est calculée par l'actualisation des flux futurs de taux d'intérêts en vigueur à la date de clôture.

4. SOCIETES CONSOLIDEES

SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT		% INTERET			METHODE DE CONSO	SECTEURS D'ACTIVITE		
NOMS	SIEGES	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013	30/09/2015	A	B	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Courbevoie 92400 N° SIREN 969 504 133	SOCIETE CONSOLIDANTE					HOLDING	
SACIPRINT	Courbevoie 92400 N° SIREN 321 044 992	100,00	100,00	100,00	IG		*	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Bruxelles 1050 BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL BUREAUTIQUE	Courbevoie 92400 N° SIREN 955 510 029	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL OFFICE STORES	Courbevoie 92400 N° SIREN 358 501 633	100,00	100,00	100,00	IG		*	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Barcelone 08010 Espagne	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Luxembourg L 1952 Luxembourg	100,00			IG	*		
VEOPRINT	Courbevoie 92400 N° SIREN 430 050 641	100,00	100,00	100,00	IG		*	

A : Distribution - B : Autres activités - IG : Intégration Globale

A - Variations de périmètre

Au cours de l'exercice le périmètre a subi les modifications suivantes :

- Création de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS à Luxembourg

B – Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes annuels au 30 septembre.

5. NOTES COMPLEMENTAIRES AUX COMPTES CONSOLIDES

5.1. Notes complémentaires aux comptes de bilan

Note 1 : Immobilisations incorporelles et Goodwill

Les mouvements des valeurs brutes et des dépréciations cumulées s'analysent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	30/09/2014	Autres mouvements	Augment.	Dimin.	30/09/2015
<i>Valeur brute</i>					
Goodwill et fonds de commerce	62 101		1 600		63 701
Autres immobilisations incorporelles	2 180		261		2 441
Valeur brute	64 281	-	1 861	-	66 142
<i>Amortissements et dépréciations</i>					
Goodwill et fonds de commerce	1 106				1 106
Autres immobilisations incorporelles	1 558		274		1 832
Amortissements et dépréciations cumulés	2 664	-	274	-	2 938
Valeur nette	61 617	-	-	-	63 204

Ventilation des Goodwill et fonds de commerce :

UGT (en K€)	Valeur brute	Provision cumulée	Valeur nette 2015
Distribution	55 419	686	54 733
Autres Activités	8 282	420	7 862
Total	63 701	1 106	62 595

Sont affectés en Goodwill et fonds de commerce :

- d'une part, les écarts d'acquisition existant sous l'ancien référentiel CRC 99-02 pour des valeurs nettes de 10,3 M€ (Distribution) et 7.4 M€ (Autres activités) ;
- d'autre part, les anciennes parts de marchés, concernant les branches distribution et autres activités, reclassées désormais en Goodwill pour un montant de 31.7 M€.

- Et enfin les acquisitions de fonds de commerce pour un montant de 13,1 M€

- Test de valeur du goodwill et des fonds de commerce :

Le Groupe procède annuellement, conformément aux normes en vigueur, à un test de dépréciation visant à mesurer l'adéquation de la valeur des actifs au bilan, notamment du goodwill, avec les performances économiques futures.

Les UGT (unités génératrices de trésorerie) correspondent aux principales activités du Groupe et notamment l'activité distribution de fournitures de bureau qui représente plus de 95 % du CA consolidé.

La méthodologie retenue pour apprécier la valeur d'utilité des actifs consiste en l'élaboration de prévisions de flux nets de trésorerie actualisés (méthode des DCF) reposant sur les principales hypothèses suivantes :

- Les tests sont réalisés début décembre de manière à pouvoir disposer des comptes de l'exercice sous revue, des budgets de l'exercice suivant et des premières tendances issues du nouvel exercice.
- Le goodwill affecté à l'activité distribution représente 55.4 M€ en valeur brute et 54.7 M€ en valeur nette.
- La valeur retenue à la clôture au titre de la valeur recouvrable est la valeur d'utilité.
- Les principales hypothèses retenues pour estimer les valeurs d'utilité sont les suivantes :
 - o Les cash-flows sont évalués à partir des budgets de l'exercice 2016 et des meilleures prévisions qu'il nous est possible de faire dans la conjoncture actuelle sur une période de 5 ans
 - o Prise en compte d'une valeur terminale avec extrapolation des flux de trésorerie au-delà de 5 ans sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,5%
 - o Taux d'actualisation de 8%, qui a été déterminé à partir d'un taux de placement sans risque (1,7%), d'une prime de risque marché actions (5,3%) et d'une prime de risque spécifique au secteur (1%).

Sous ces hypothèses, l'actualisation des cash-flows futurs n'entraîne pas de dépréciation dans le compte de résultat au 30/09/2015.

Les hypothèses utilisées pour ces calculs comportent comme toute estimation, une part d'incertitude et sont donc susceptibles d'être ajustées au cours des périodes ultérieures.

Par ailleurs le Groupe a procédé à des tests de sensibilité, sur l'UGT activité distribution de fournitures de bureau, par rapport aux hypothèses clefs de valorisation que sont le taux d'actualisation et le taux d'EBITDA/CA.

Une augmentation de 1 point du taux d'actualisation génère une réduction de 4 % de la valeur d'entreprise et n'entraîne pas de dépréciation des goodwills.

Une diminution de 15% de l'EBITDA génère une réduction de 13.3 % de la valeur d'entreprise et n'entraîne pas de dépréciation des goodwills.

Note 2 : Immobilisations corporelles

Les mouvements des valeurs brutes et des amortissements cumulés s'analysent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	30/09/2014	Augment.	Dimin.	30/09/2015
<i>Valeur brute</i>				
Terrains, constructions	190			190
Installations techniques	3 572	11		3 583
Autres immobilisations corporelles	6 576	268	239	6 605
Immobilisations en cours	-			-
Valeur brute	10 338	279	239	10 377
<i>Amortissements et dépréciations</i>				
Terrains, constructions	191			191
Installations techniques	3 215	144		3 359
Autres immobilisations corporelles	5 147	265	237	5 175
Avances et acomptes sur immobilisations				
Amortissements et dépréciations cumulés	8 553	410	237	8 726
Valeur nette	1 785			1 651

Contrat de crédit bail au 30/09/2015

En K€	VB	Amort.	VNC
Autres immos corporelles	86	75	12

Note 3 : Actifs financiers non courants

(En milliers d'euros)	30/09/2014	Autres mouvements	Augment.	Dimin.	30/09/2015
<i>Valeur brute</i>					
Autres titres immobilisés	18	- 7		1	10
Dépôts et cautionnements	1 491		119	120	1 490
Prêts organismes collecteurs du 1% logement	1 531	7	114	21	1 630
Autres Immobilisations financières	99	- 99			-
Valeur brute	3 139	- 99	233	143	3 130
<i>Dépréciations</i>					
Autres titres immobilisés	3				3
Dépôts et cautionnements	10			10	-
Prêts organismes collecteurs du 1% logement	1			1	-
Depréciations cumulées	14	-		11	3
Valeur nette	3 125				3 127

Note 4 : Stocks

L'évolution des valeurs brutes et des dépréciations est la suivante :

	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Stocks de marchandises	12 783	12 312	11 997
Autres stocks (1)	115	127	852
Valeur brute	12 898	12 439	12 849
<i>Dépréciations</i>	1 644	1 621	1 675
Valeur nette	11 254	10 818	11 174

(1) Il s'agit de stocks d'emballages pour FIDUCIAL BUREAUTIQUE.

Evolution de la dépréciation

Au 30/09/2014	1 621
Dotations	174
Reprises	- 152
Au 30/09/2015	1 644

Les reprises de dépréciations des stocks sont justifiées par les mises au rebut des produits obsolètes et par les ventes réalisées sur des produits dépréciés.

Note 5 : Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs se décomposent comme suit :

En milliers d'Euros	Valeurs brutes au		Variation
	30/09/2015	30/09/2014	
Avances et acomptes versés	69	11	58
Créances Clients	31 860	34 426	- 2 566
Autres créances:			
Créances sociales	62	88	- 26
Créances fiscales	2 947	2 977	- 30
Comptes courants	2 117	5 831	- 3 714
Créances s/cession immobilisations			-
Débiteurs divers	3 901	1 958	1 943
Créance fiscale IS	5	-	5
Charges constatées d'avance	159	286	- 127
Sous total autres créances	9 191	11 140	- 1 949
TOTAL	41 120	45 577	- 4 457

L'ensemble de ces postes a une échéance à moins d'un an, exception faite des avances sur frais de déplacement consenties au personnel dont le montant est peu significatif et ne donne donc pas lieu à actualisation.

Evolution des dépréciations :

	30/09/2014	Dotation	Reprises	30/09/2015
Dépréciations sur clients	1 093	165	370	887
Provision autres débiteurs		5		5
TOTAL	1 093	169	370	892

Les reprises de dépréciations des créances clients sont liées soit aux encaissements reçus, soit aux pertes définitives constatées sur ces créances.

Note 6 : Information sur le capital

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. Au 30 septembre 2015, le capital s'élève à 22 000 000 €. Il est composé de 2 169 232 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 10,14 €.

Aucun mouvement n'est intervenu sur l'exercice.

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS ne détient et n'a détenu aucune action d'autocontrôle au cours de l'exercice.

Note 7 : Intégration fiscale et impôts différés

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS bénéficie du régime d'intégration dans le cadre de son périmètre français.

Cette convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt ou le cas échéant l'économie d'impôt (déficits fiscaux reportables, ...) résultant de ce régime incombe à la société tête de Groupe d'intégration.

Les sociétés concernées, bien qu'intégrées fiscalement, constatent dans leurs résultats les produits liés au CICE.

Aucun impôt (exigible ou différé) ne figure donc dans les états financiers au 30/09/2015 au titre du périmètre français.

Les impôts différés s'appliquant aux filiales étrangères concernent uniquement le retraitement des fonds de commerce.

Les impôts différés du Groupe (France et étranger) correspondent à :

en K€	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Différences temporaires fiscalités locales:			
Organic			
Participation des salariés			
Provisions congés payés			
Provisions pour départ à la retraite			
Provisions pour réparations			
Retraitement crédit-bail			
Retraitement dépréciations fonds de commerce	- 264	- 253	- 243
Autres retraitements			
Impôts différés nets	- 264	- 253	- 243
Actifs d'impôts différés			
Passifs d'impôts différés	- 264	- 253	- 243
Impôts différés nets	- 264	- 253	- 243

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

La base d'impôts différés sur les filiales intégrées est de :

Base impôts différés sociétés françaises en K€	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Différences temporaires fiscalités locales:			
Organic	203	224	251
Participation des salariés			
Provisions congés payés		40	142
Provisions pour départ à la retraite	- 1 532	- 1 704	- 1 810
Provisions pour réparations	1 668	1 700	553
Retraitements crédit-bail	- 325	- 239	273
Retraitements provisions fonds de commerce	1 359	1 359	- 170
Autres retraitements	- 173	- 298	- 298
TOTAL BASE ID	1 200	1 082	- 1 059

Charge d'impôt

	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Impôts exigibles	5		21
Impôts différés	10	10	15
Total	15	10	36

Note 8 : Provisions pour risques et charges

	30/09/2014	Ecart actuariels	Dotation	Reprises		30/09/2015
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour litiges et risques	3 373		980	1 309	829	2 215
Provisions avantages au personnel - IFC	1 968	106	25	1	280	1 818
TOTAL	5 341	106	1 005	1 310	1 109	4 033

Les provisions pour risques et charges couvrent principalement au 30 septembre 2015 :

- Des risques sociaux liés notamment à des procédures individuelles ou collectives engagées au 30 septembre 2015 pour environ 2 147 K€.
- Des risques liés à des procédures commerciales et à des risques divers pour 68 K€

Mouvements des provisions pour litiges et risques sur l'exercice :

	Dotations	Reprises
Risques liés au personnel	680	2 071
Risques commerciaux		42
Risques divers		25
TOTAL	680	2 138

Avantages au personnel

En outre, les provisions relatives aux indemnités de fin de carrière ont été évaluées et comptabilisées conformément à la norme IAS 19 pour un montant de 1,5 M€.

Hypothèses retenues pour le calcul des Indemnités de Fin de Carrière :

Les hypothèses ont été actualisées sur l'exercice 2015 pour tenir compte des données les plus récentes. Conformément à la norme IAS 19, les écarts actuariels (106 K€) ont été comptabilisés en capitaux propres.

- Taux de rotation selon les sociétés :
 - o Très faible si < à 5%
 - o Faible entre 5 et 10%
 - o Moyen entre 10 et 15%
 - o Fort si + 15%
- Méthode de calcul : Rétrospective prorata temporis
- Augmentation des salaires : 1% constant
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de Charges sociales : Entre 26,41% et 49,01% selon la CSP
- Taux d'actualisation Iboxx Euro Corporates AA 10+ : 2,08 %
- Base : départ volontaire
- la table de mortalité par génération de 2005 (TGH05 et TGF05) distinguant les hommes et les femmes.
- Les conventions collectives :
 - o Papèterie, librairie, fournitures de bureau, bureautique et Informatique
 - o Imprimerie de labeur et industries graphiques.

	30/09/2014	Ecart actuariels	Dotation	Reprises		30/09/2015
				Utilisées	Non utilisées	
Médailles du travail	264		23	1		286
Provisions pour IFC	1 704	106	2		280	1 532
TOTAL	1 968	106	25	1	280	1 818

Note 9 : Passifs financiers

Les échéances des passifs financiers sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	MONTANT	ECHEANCES		
		1 an	Entre 1 an et 5 ans	Au-delà de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 833	633	1 200	
Dettes participations salariés	125	38	87	
Dettes financières diverses	36	36		
Dettes financières crédit bail	25	19	6	
Concours bancaires courants	1 319	1 319		
TOTAL	3 338	2 045	1 293	-

Analyse par devises

(En milliers d'euros)	TOTAL	Devises	
		Euros	Autres devises
Emprunts auprès des étab. de crédit	1 833	1 833	
Dettes participations salariés	125	125	
Dettes financières diverses	36	36	
Dettes financières crédit bail	25	25	
Concours bancaires courants	1 319	1 319	
TOTAL	3 338	3 338	-

Analyse par taux

(En milliers d'euros)	TOTAL	Taux	
		Fixe	Variable Swapé
Emprunts auprès des étab. de crédit	1 833		1 833
Dettes participations salariés	125	125	
Dettes financières diverses	36		36
Dettes financières crédit bail	25	25	
Concours bancaires courants	1 319	1 319	
TOTAL	3 338	1 469	1 869

Instruments financiers

Les contrats SWAP ont été mis en place dans le seul but de couvrir le risque de taux variable des emprunts souscrits par le Groupe Fiducial Office Solutions.

Les contrats de Swap sont souscrits par la société Holding.

La juste valeur des contrats de Swap souscrits par le Groupe pour couvrir ses taux d'intérêts est déterminée à partir des évaluations périodiques communiquées par les établissements bancaires.

Au 30/09/2015, la juste valeur de nos contrats de Swap est de - 36 K€.

Note 10 : Dettes fournisseurs et autres dettes

En milliers d'Euros	Valeurs brutes au		Variation
	30/09/2015	30/09/2014	
Dettes fournisseurs	26 688	26 166	522
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sociales	4 772	5 293	- 521
Dettes fiscales	4 338	5 257	- 919
Autres dettes	2 686	3 443	- 757
TOTAL	38 484	40 159	- 1 675

Les autres dettes correspondent principalement aux soldes créditeurs clients, aux remises, rabais, ristournes à établir et aux autres créditeurs.

Note 11 : Dettes sur immobilisations

Le montant inscrit en dettes sur immobilisations correspond au différé de paiement pour l'acquisition de la société VEOPRINT par FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS.

Note 12 : Détail des actifs et passifs financiers par catégorie

Les actifs et passifs financiers par catégorie au 30 septembre 2015 se détaillent comme suit :

En milliers d'Euros	Au 30/09/2015 valeur au bilan	Actifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers							Actifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat				Prêts et créances	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	
			Equivalent de trésorerie	Actifs financiers non courants	Dérivés de couverture de juste valeur	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture			
Autres titres immobilisés	7	-	-	7	-	-	-	-	-
Prêts versés 1% logement	1 630						1 630		
Dépôts et cautionnement	1 490	-	-	-	-	-	1 490	-	-
Autres immobilisation Financières	-							-	
Actifs non courants	3 127	-	-	7	-	-	3 120	-	-
Avances et acomptes versés	69	-	-	-	-	-	69	-	-
Clients	30 972	-	-	-	-	-	30 972	-	-
Créances diverses	9 186	-	-	-	-	-	6 081	-	3 105
Trésorerie	1 469	-	-	-	-	-	1 469	-	
Actifs courants	41 696	-	-	-	-	-	38 591	-	3 105

En milliers d'Euros	Au 30/09/2015 valeur au bilan	Passifs financiers relevant du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers				Actifs exclus du champ d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers
		Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		Prêts et créances	
			Equivalent de trésorerie	Dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		
Passifs long terme	1 293	1 293	-	-	-	-
Passifs non courants	1 293	1 293	-	-	-	-
Passifs financiers court terme	2 045	2 045	-	-	-	-
Fournisseurs	26 688	26 688	-	-	-	-
Autres dettes courantes	9 110	4 772	-	-	-	4 338
Dettes sur immobilisations	2 383	2 383	-	-	-	-
Autres dettes	2 686	1 253	-	-	-	1433
Passifs courants	42 912	37 141	-	-	-	5 771

La valeur comptable des actifs et passifs financiers est représentative de leur juste valeur.

5.2. Notes complémentaires au compte de résultat

Note 13 : Analyse du Chiffres d'Affaires

Par type de revenus, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

En milliers d'euros	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Ventes nettes de produits	177 142	186 834	202 357
Ventes nettes de services	6 079	6 444	10 935
TOTAL	183 221	193 278	213 292

Note 14 : Données sectorielles par secteur d'activité

Conformément aux critères d'identification de la norme IFRS 8, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS présente une information selon 2 secteurs d'activité.

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	30/09/2015			30/09/2014		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	174 744	8 477	183 221	184 702	8 576	193 278
Ventes intersectorielles	6 792	1 095	7 887	6 748	3 402	10 150
Résultat opérationnel courant	4 467	- 1 018	3 449	6 472	- 2 607	3 865
Coûts de l'endettement financier	- 31	- 292	- 323	- 73	- 424	- 497
Autres charges et produits opérationnels	- 332	282	50	- 1 207	- 2 151	- 3 358
Total Actif	108 517	12 417	120 934	106 737	17 151	123 888
Total Passif (hors capitaux propres)	42 441	6 061	48 502	44 257	10 702	54 959
Charges d'amortissements	302	382	684	331	566	897
Autres charges calculées (provisions)	308	35	343	341	84	425
Investissements de l'exercice	2 077	296	2 373	512	821	1 333

Note 15 : Autres produits et charges opérationnels

Ils se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Produits exceptionnels	229	239	45
Produits cessions immobilisations	60	854	1 136
Reprises de provisions pour risques et charges	2 419	682	2 467
AUTRES PRODUITS	2 708	1 775	3 648
Charges exceptionnelles	1 673	2 268	1 441
VNC immobilisations cédées	81	1 047	1 272
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 005	1 818	404
AUTRES CHARGES	2 759	5 133	3 117
Autres produits et charges opérationnels	- 51	- 3 358	531

5.3. Autres notes :

5.3.1. Transactions avec les parties liées et rémunération des principaux dirigeants

A- Transactions avec les parties liées :

Nature des transactions (en milliers d'euros)	Montants au bilan au 30/09/2015			Montants au compte de résultat au 30/09/2015		Montants au bilan au 30/09/2014			Montants au compte de résultat au 30/09/2014	
	Éch.	Société mère	Sociétés sœurs	Société mère	Sociétés sœurs	Éch.	Société mère	Sociétés sœurs	Société mère	Sociétés sœurs
Actifs courants:										
Créances clients	< 1an	189	1 093			< 1an	283	826		
Créances diverses - Compte courant	< 1an	2 117				< 1an	5 831			
Passifs courants:										
Dettes fournisseurs	< 1an	766	3 255			< 1an	140	1 811		
Au compte de résultat:										
Chiffre d'Affaires - Vente de marchandises				1 093	6 569				1 127	5 148
Charges externes - Loyers, redevance, location matériel				1 962	10 848				1 923	5 850
Produits de trésorerie				8					55	

B- Rémunération des principaux dirigeants

Les mandataires sociaux ne perçoivent aucune rémunération au titre des fonctions exercées auprès des sociétés du Groupe.

Les rémunérations brutes versées aux membres du Comité de direction au titre de l'exercice 2014/2015, prises en charge par le Groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, s'élèvent à 343 K€.

5.3.2. Effectifs par catégorie et par activité

PAR CATEGORIE	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Cadres	263	305	349
Agents de maîtrise	36	35	39
Employés et ouvriers	468	476	519
TOTAL	767	816	907

PAR SECTEUR D'ACTIVITE	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Distribution	721	762	821
Autres activités	46	54	86
TOTAL	767	816	907

5.3.3. Engagements hors bilan

	30/09/2015	30/09/2014
ENGAGEMENTS DONNES(*)		
Avals, cautions	1 044	1 000
Autres engagements donnés	24 380	18 364
Frais financiers sur emprunts garantis	74	188
TOTAL	25 498	19 552
<i>*dont parties liées</i>	<i>24 380</i>	<i>18 364</i>
ENGAGEMENTS RECUS(*)		
Avals, cautions, garanties reçus	1 000	1 000
Autres		
TOTAL	1 000	1 000
<i>*dont parties liées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Dettes garanties par des sûretés réelles

(en milliers d'euros)	30/09/2015	30/09/2014
Emprunts garantis par des sûretés réelles	1 800	4 398

5.3.4. Engagements donnés aux établissements de crédit au 30 septembre 2015

Etablissement de crédit	Montant d'origine	Garantie
Emprunt n° 1	3 000	A et B

A : nantissement de fonds de commerce

B : caution solidaire

L'emprunt contracté par FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS ne fait pas l'objet de covenants.

5.3.5. Facteurs de risques financiers

L'analyse des risques financiers est développée au paragraphe 13 « Gestion des risques » du rapport d'activité

5.3.6. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture de l'exercice.